

DÉBATS • FINANCES PUBLIQUES

« Les règles budgétaires européennes ne laissent aucune flexibilité pour s'adapter au changement climatique »

TRIBUNE

Ollivier Bodin

Economiste

Alain Grandjean

Economiste

Les dirigeants français et européens se focalisent sur des priorités complètement dépassées au lieu d'engager une véritable transformation de notre système économique à l'heure du changement climatique, estiment les économistes Ollivier Bodin et Alain Grandjean, dans une tribune au « Monde ».

Publié aujourd'hui à 09h00 | Lecture 2 min.

Article réservé aux abonnés

Le ministre français des finances, Bruno Le Maire, a eu peur d'une dégradation possible par l'agence de notation Standard and Poor's de la note financière de l'Etat français. Il vient de tacler l'une des recommandations du rapport Pisani-Ferry qui consistait à financer le « mur d'investissement » nécessaire à l'atteinte de nos objectifs climatiques par un endettement supplémentaire et/ou un impôt supplémentaire. La présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, semble toujours favorable à la poursuite de la hausse des taux d'intérêt. Ceci va alourdir le poids de l'endettement des acteurs publics et privés, réduire leur capacité d'emprunt.

Il est pourtant clair que l'inflation actuelle n'a pas d'origine monétaire et que c'est dans l'économie réelle qu'il faut trouver des solutions. La Commission européenne, sous la pression notamment de nos voisins allemands, propose de « nouvelles » règles budgétaires qui enferment la hausse des dépenses publiques dans des limites comptables arbitraires et surréalistes pour qui connaît la réalité des budgets des pays européens. Ces règles ne laissent aucune flexibilité pour augmenter les dépenses vitales en vue d'atténuer les émissions de CO₂, réduire par là même notre dépendance aux énergies fossiles largement importées et pour s'adapter au changement climatique en cours.

En résumé, les leviers monétaires et budgétaires qui devraient être massivement mobilisés face à une crise existentielle ne le sont non seulement pas mais, pire encore, vont rendre encore plus difficile sa résolution. La hausse des taux d'intérêt va dégrader la rentabilité des opérations de rénovation énergétique des logements et des bâtiments et plus globalement va dégrader celles des investissements de la transition.

Lire aussi : [« Les nouvelles règles budgétaires européennes doivent réduire les niveaux d'endettement et stimuler une croissance durable et inclusive »](#)



La rigueur budgétaire va réduire la capacité d'investissements de l'Etat et des collectivités locales. Elle va réduire l'aide publique aux opérations privées qui en ont besoin dans un contexte où les externalités négatives, comme les émissions de CO₂, sont fortement sous-tarifées ce qui ne rend pas du tout assez dissuasifs les énergies fossiles et leur emploi. Elle va aussi évidemment conduire à une réduction des prestations sociales alors qu'il est bien établi que la transition doit être perçue comme juste socialement.



Le bricolage ne suffit pas

Cette situation n'est pas propre à la France. Lorsque [la facilité pour la relance et la résilience](#) – opportunément décidée pour répondre à la crise du Covid-19 – sera épuisée, au plus tard en 2026, les investissements dans la transition risquent de devoir être réduits dans de nombreux pays.

Alors que les réductions des émissions de gaz à effet de serre resteront insuffisantes sans une forte inflexion des politiques, le changement climatique et plus globalement la crise écologique nécessitent que les dirigeants européens fassent preuve de discernement de courage et de lucidité. Pour mettre les politiques économiques européennes au diapason de l'urgence climatique et stabiliser durablement l'euro, il ne suffit pas de mal bricoler de nouvelles règles budgétaires qui tentent désespérément de concilier la réalité avec des normes datant du début des années 1990. Il faut repenser l'articulation entre politique monétaire, réglementation financière, budget européen et budgets nationaux.

Lire aussi : [Transition écologique : « Pour atteindre nos objectifs, nous avons besoin d'une rupture structurelle avec l'ordre économique actuel »](#)

La France aura-t-elle le courage, lors du prochain Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement fin juin, de prendre la tête d'une coalition qui demande une remise à plat des fondamentaux des politiques macroéconomiques européennes ?

-  **Ollivier Bodin** est économiste, cofondateur de l'ONG Greentervention ;
-  **Alain Grandjean** est économiste associé Carbone4.

Ollivier Bodin (Economiste) et **Alain Grandjean** (Economiste)

Partenaires

Codes promo avec Savings United

Codes Promo Boohoo
Codes Promo PrettyLittleThing
Codes Promo ASOS
Codes Promo Nike
Codes Promo Pandora
Codes Promo Uber Eats
Codes Promo Samsung
Tous les codes promo

Formation professionnelle Avec Top Formation

Formation en informatique
Formation en management
Formation en sécurité
Formation de commercial
Formation de secrétaire
Formation en Photoshop
Formation en bien-être
Toutes nos formations

Formations d

Cours d'anglais
Cours d'espagnol
Cours d'italien
Cours d'allemand
Cours d'orthographe
Découvrez nos
Offrez un cours
Tous nos co